

Gouvernance du gouvernement

Gouvernance des institutions publiques

«Une Vision cognitive inspirée de la Littérature Mondiale et Egyptienne»



Le concept de Gouvernance a émergé depuis les années 1980 sous le poids des exigences des organisations internationales, en particulier celles opérant dans les pays du tiers monde, de l'importance que les efforts de développement économique et social dans ces pays et dans d'autres soient accompagnés de visions intégrées sur la gestion des affaires de l'État et de la société, ou ce qu'on appelle : la bonne Gouvernance.

Dr. Tariq Farouk al-Hussary

Sous secrétaire de l'Institut Arabe (AAST)



Expert à l'Académie Egyptienne de Lutte contre la Corruption

Ces visions adoptent des objectifs et des politiques visant à promouvoir la bonne Gouvernance, les systèmes intégrés de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption, accompagnés de systèmes parallèles qui soutiennent la participation des citoyens et de tous les groupes de la société à l'administration et à l'élaboration des politiques publiques, et soutiennent aussi la justice, l'égalité, la non-discrimination et les libertés de toutes sortes dans toutes les sociétés.

Ces poursuites et réclamations ont été accompagnées de développements et d'indices depuis les années 1980, ce qui a incité le développement de nouveaux types d'organisations gouvernementales responsables, instruites, réactives et ouvertes à leurs communautés. Le terme «Gouvernance dans les institutions gouvernementales» est apparu pour la première fois dans la littérature de la Banque mondiale en 1989 à la suite des conséquences négatives des formes de corruption et de mauvaise gestion et de leur impact sur les conditions de développement soutenues par la Banque à travers ses projets dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les pays du continent africain.

En 1992, la Banque mondiale a directement lié (la Gouver-

nance) à (la gestion du développement), et la Gouvernance ou la bonne Gouvernance est liée aux questions de responsabilité et de contrôle, en particulier dans le secteur public, et à la promotion de la décentralisation, en plus de développer des cadres législatifs soutenant le développement et d'améliorer les mécanismes de fourniture et d'échange d'informations dans la société pour soutenir la transparence, lutter contre la corruption et réaliser le bien public de la société.

La Banque mondiale a également défini la Gouvernance comme la manière dont le pouvoir s'exerce dans la gestion des ressources économiques et sociales de l'État, en faisant une bonne gestion en trois dimensions: la forme du système politique (structures et institutions); la gestion du processus politique (prise de décision afin d'exploiter les ressources de l'État pour le développement) et la capacité du gouvernement à planifier et à mettre en œuvre des politiques appropriées. Ainsi, une Gouvernance renforcée devient la contrepartie naturelle à l'aide au développement ou aux investissements des organismes de prêt et est ensuite liée à l'adoption de nouvelles politiques par les pays.

D'ailleurs, la Banque mondiale aide ses pays clients à mettre en

Weiss, Thomas G. "Governance, Good Governance and Global Governance: Conceptual and Actual Challenges", Third World Quarterly, Vol. 21, No. 5 (Oct., 2000), pp. 795- 814.

Dr. Amal Mohamed Mahmoud: le rôle de la Gouvernance dans la création d'un environnement attrayant pour les investissements en République arabe d'Égypte, Revue de recherche sur le Moyen-Orient, No 47, Centre de recherche sur le Moyen-Orient, Le Caire, P. 404

Weiss, Thomas G (Oct., 2000) op. cit., p801

Banque mondiale : 2020, Gouvernance, contexte général, <https://www.albankaldawli.org/ar/topic/governance/overview>

place des institutions capables, efficaces, ouvertes, inclusives et responsables. Ceci est vital pour une croissance durable et est au cœur des deux objectifs de la Banque mondiale, à savoir : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée, étant donné que les pays dotés d'institutions solides prospèrent en créant un environnement qui facilite la croissance du secteur privé, réduit la pauvreté, fournit des services précieux et gagne la confiance de leurs citoyens - c'est là une relation de confiance où les gens peuvent participer aux processus décisionnels et faire entendre leurs voix.

La «Gouvernance» active également le principe de la participation des individus et des organisations non gouvernementales à l'élaboration des politiques, à la prise de décisions, et à l'évaluation de la performance des institutions gouvernementales, vers des services publics de haute qualité, c'est un processus qui permet aux organisations de différents types de développer leur impact mondial.

En 1997, le Programme des Nations Unies pour le développement a élargi le concept de Gouvernance à des dimensions sociétales plus inclusives et plus diverses, le définissant comme le fait : d'exercer une autorité politique, économique et administrative pour gérer les affaires communautaires à tous les niveaux, Il comprend des mécanismes complexes, tels que des processus et des institutions, par lesquels les citoyens et les groupes peuvent exprimer leurs intérêts, exercer leurs droits légaux, remplir leurs obligations et reconnaître la médiation pour résoudre leurs différends.

La Gouvernance est donc un système et une méthode de gestion qui régissent les relations entre les parties centrales qui affectent la performance au sein de l'organisation, qu'elle soit gouvernementale ou non gouvernementale, et qui comprend les composantes administratives de base pour réaliser le succès et le renforcement à long terme de l'organisation, et définir les responsabilités en son sein tout en garantissant les droits de toutes les parties impliquées dans l'organisation.

Une autre définition développée de la Gouvernance ou de la bonne Gouvernance a été introduite par le PNUD en 2004 comme étant : le système de valeurs, de politiques et d'institutions par lequel la société gère ses affaires économiques, politiques et sociales grâce à l'interaction entre l'État, la société civile et le secteur privé. Le Programme s'est concentré sur des dimensions importantes de la Gouvernance telles que : élargir la participation, la transparence, la décentralisation et le rôle des femmes en liant la Gouvernance aux objectifs de développement.

Le PNUD a adopté un concept plus global et plus large de Gouvernance, celui du développement humain, axé sur la personne humaine plutôt que sur l'État, et le PNUD estime que la Gouvernance ou la bonne Gouvernance peut être définie comme le processus de prise de décisions et de mise en œuvre. Ainsi, il comprend des dimensions formelles et informelles. D'autre part, la Gouvernance - d'un point de vue technique - est l'exercice des pouvoirs économiques, politiques et administratifs pour gérer les affaires des communautés, y compris les mécanismes et les processus par lesquels les individus et les groupes peuvent exprimer leurs intérêts et leurs préférences, jouir de leurs droits légaux et régler leurs différends - c'est-à-dire qu'elle se concentre sur la gestion des affaires de l'État et de la société dans divers domaines.

Le PNUD souligne l'importance de la consolidation de la paix, d'une Gouvernance efficace fondée sur les droits de l'Homme et l'état de droit par le biais d'institutions saines, et des institutions

responsables et accessibles qui soutiennent la mise en œuvre et l'application de l'état de droit et des droits de l'homme, renforçant ainsi la capacité de maintenir une paix durable et de favoriser le développement durable pour tous.

L'Organisation de coopération et de développement économiques définit les caractéristiques fondamentales de la bonne Gouvernance liées à l'exercice des responsabilités des différentes autorités de l'État, en la définissant comme «l'exercice des pouvoirs politiques, économiques et administratifs nécessaires à la gestion des affaires de l'État». « La bonne Gouvernance est donc déterminée par : la participation, la transparence, la responsabilité, le rôle du droit, l'efficacité, et l'égalité, etc.

L'Association des auditeurs américains l'a définie comme les politiques et procédures utilisées pour guider les activités de l'institution gouvernementale, assurer la réalisation de ses objectifs et l'achèvement de ses opérations de manière éthique et responsable, et atteindre les objectifs souhaités en menant des activités qui assurent d'une part la crédibilité du gouvernement et de la justice dans la fourniture de services et d'autre part une conduite appropriée et éthique des fonctionnaires du gouvernement afin de réduire le risque de corruption financière et administrative.

D'un point de vue institutionnel, le Centre d'information et d'Aide à la Décision, présidé par le Conseil des ministres égyptien, définit la bonne Gouvernance comme «une bonne gestion de toutes les institutions du pays à travers des politiques, des mécanismes et des pratiques basés sur les principes de Gouvernance».

Le Centre souligne que les principes de Gouvernance sont «la transparence, la participation, la responsabilité, l'État de droit, la lutte contre la corruption, la recherche de la justice et de la non-discrimination entre les citoyens, la réponse à leurs besoins et l'efficacité pour atteindre des politiques et des services au plus haut niveau d'efficacité et de qualité qui satisfait les citoyens».

Ainsi, le concept de «Gouvernance gouvernementale» a évolué de la simple Gouvernance d'un projet financé par la Banque mondiale, à la Gouvernance de la gestion du développement dans le pays, puis à l'émergence de questions de responsabilité et de surveillance dans le secteur gouvernemental, à la promotion de la décentralisation, au développement de cadres législatifs, à l'amélioration des mécanismes de disponibilité et d'échange d'informations, au développement des cadres législatifs et au bien public de la société. On a ensuite fait des pas en avant en activant le principe de la participation des individus et des organisations non gouvernementales à l'élaboration des politiques publiques, à la prise de décisions et à l'évaluation du niveau de performance du gouvernement. Le concept de Gouvernance a été élargi à des dimensions sociétales plus inclusives et plus diverses, et le Programme des Nations Unies a adopté un concept plus global et plus général de Gouvernance : le concept de développement humain centré sur l'Homme. L'Organisation de Coopération et de développement économiques a adopté le lien entre la Gouvernance et la performance des différentes autorités du pays et de leurs responsabilités, jusqu'à ce qu'on aboutisse à un nouveau mode de gestion des institutions gouvernementales, le Centre d'information égyptien définissant la Gouvernance comme la bonne gestion de toutes les institutions du pays, à travers des politiques, des mécanismes et des pratiques basés sur la transparence, la participation, la responsabilité, l'état de droit, la lutte contre la corruption, la justice, la réactivité, l'efficacité et l'efficacité.

Le renforcement de la Gouvernance devient la contrepartie naturelle à l'aide au développement ou aux investissements des organismes de prêt, et par conséquent il est lié à l'adoption de nouvelles politiques par les pays. D'ailleurs, la Banque mondiale aide ses pays clients à mettre en place des institutions capables, efficaces, ouvertes, inclusives et responsables, ce qui est vital pour une croissance durable.

En Afrique, conférence à la saison culturelle de la société égyptienne d'économie politique, de statistiques et de législation, le 27 novembre 2019, Le Caire. Dr.Muhammadmajid shashab: L'année 2019, Gouvernance et efficacité des institutions gouvernementales, rapport inédit, Institut national de planification, P. 3 Weiss, Thomas G (Oct., 2000) op. cit., p804

PNUD: 2020, les Nations Unies et l'État de droit - Gouvernance - Rapport «Vivre décente «pour tous : accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement et faire progresser le programme de développement des Nations Unies au-delà de 2015 (a/68/202), <https://www.un.org/ruleoflaw/ar/thematic-areas/governance/>

Dr. Yasmin Khadri: 2014, la position actuelle de l'Égypte sur la carte des indicateurs internationaux et locaux de bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption, Centre d'information et d'Aide à la décision au Conseil des ministres, Le Caire, P. 3.